



HAL
open science

Les trajectoires différenciées des espaces médiatiques nationaux en Afrique du Nord : le développement contrôlé des médias “ privés ” (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie) à partir des décennies 1990 et 2000

Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna, Dominique Marchetti

► **To cite this version:**

Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna, Dominique Marchetti. Les trajectoires différenciées des espaces médiatiques nationaux en Afrique du Nord : le développement contrôlé des médias “ privés ” (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie) à partir des décennies 1990 et 2000. Editions électroniques du Centre Jacques Berque. Les espaces des (im)possibles. Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990, Centre Jacques-Berque, p. 7-28, 2021, 978-9920-34-727-3. 10.4000/books.cjb.1995 . halshs-03484100

HAL Id: halshs-03484100

<https://shs.hal.science/halshs-03484100>

Submitted on 21 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna et Dominique Marchetti (dir.)

Les Espaces des (im)possibles Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990

Centre Jacques-Berque

Introduction – Les trajectoires différenciées des espaces médiatiques nationaux en Afrique du Nord

Le développement contrôlé des médias « privés » (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie) à partir des décennies 1990 et 2000

Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna et Dominique Marchetti

DOI : 10.4000/books.cjb.1995
Éditeur : Centre Jacques-Berque
Lieu d'édition : Rabat
Année d'édition : 2021
Date de mise en ligne : 1 mars 2022
Collection : Description du Maghreb
EAN électronique : 9789920347273



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2021

Référence électronique

BENAZIZ, Bachir ; BENCHENNA, Abdelfettah ; et MARCHETTI, Dominique. *Introduction – Les trajectoires différenciées des espaces médiatiques nationaux en Afrique du Nord : Le développement contrôlé des médias « privés » (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie) à partir des décennies 1990 et 2000* In : *Les Espaces des (im)possibles : Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990* [en ligne]. Rabat : Centre Jacques-Berque, 2021 (généré le 04 mars 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cjb/1995>>. ISBN : 9789920347273. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cjb.1995>.

Introduction

Les trajectoires différenciées des espaces médiatiques nationaux en Afrique du Nord

Le développement contrôlé des médias « privés » (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie) à partir des décennies 1990 et 2000

Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna, Dominique Marchetti

Une lecture des travaux les plus récents sur les médias en Afrique du Nord¹ révèle l'importance et la rapidité des transformations des espaces médiatiques dans cette région du monde depuis les années 1990. Celles-ci se rapportent à une série de processus concomitants liés à des mouvements plus généraux de « libéralisation » économique et politique faisant suite à des « injonctions internationales » : l'émergence de nouveaux acteurs privés (hommes d'affaires, journalistes, experts en marketing-communication, ingénieurs-informaticiens, éditeurs, membres d'organisations « d'aide aux médias », etc.) autres que l'État et les formations politiques autorisées, qui investissent désormais dans ce secteur stratégique (par exemple, Benslimane, 2015 ; Belkacem, 2019 ; Ballarini, 2020) ; l'apparition de nouveaux modes de production journalistique diversifiant l'offre médiatique (Adib Doss, 2018 ; Benaziz, 2018), d'espaces alternatifs de revendications politiques et sociales avec le développement fulgurant de la presse en ligne (Ksikes, Benchenna, Marchetti, 2017 ; Dris, 2017) et le poids de plus en plus important des réseaux sociaux dans la production, la circulation et la réception de l'information (El Chazli, 2011 ; Lecomte, 2011 ; Touati, 2012 ; Najar, 2013 ; Khamis, Vaughn, 2014), non sans céder à certaines illusions politiques et technophiles comme l'ont montré certains auteurs (Mattelart *et al.*,

¹ On se reportera utilement à l'encadré à la fin de l'introduction. Voir aussi Chouikha *et al.*, 2017.

2019); l'extension des publics² autrefois restreints des lecteurs des presses partisans et officielles ou des téléspectateurs des télévisions publiques nationales. Cet ouvrage se propose donc d'apporter une série d'éclairages sur ces transformations contemporaines des espaces médiatiques en Afrique du Nord depuis les années 1990. Il est issu d'un travail collectif mené avec les autrices et auteurs dans le cadre du programme Tarica financé par le Conseil européen de la recherche³ et d'un réseau de recherche existant depuis 2015 sur les productions et circulations des biens culturels à travers le cas des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, soutenu par le Labex ICCA (industries culturelles et création artistique)⁴.

Biais analytiques et conditions de production des recherches

Les auteurs et autrices rassemblés ici et rattachés à différentes disciplines (sciences de l'information et de la communication, science politique, sociologie) proposent tout d'abord et avant tout des enquêtes de terrain sur les médias en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie. C'est déjà un acquis au regard de l'intensification de la recherche assise, « à distance » via les réseaux sociaux et la presse, des enquêtes de courte durée à la manière des expertises spécialisées ou encore des synthèses sans enquête de « première main ». Si la priorité est ici donnée à la production de connaissances, on voudrait souligner au moins en passant quelques contraintes qui pèsent sur le travail des chercheurs et limitent leurs enquêtes. Entre la méfiance ou l'hostilité déclarée des autorités et d'une partie des enquêtés, les craintes de représailles, le soupçon de travailler pour les « services », etc., l'accès à certains terrains en Afrique du Nord est compliqué, voire dans certains cas quasi impossible, les cas algérien et surtout égyptien étant les plus fermés aux enquêtes. S'agissant de l'Égypte, la répression policière cible désormais non seulement les journalistes, mais également des universitaires et des chercheurs. Les refus d'entretien essayés par des auteurs et des autrices

² Par exemple, une série de travaux ont pointé l'importance des publics liés à l'immigration: Mattelart, 2007; Lecomte, 2009; Benchenna, 2014; Azizi, 2016a, 2016b.

³ Dans le cadre de ce programme (<https://tarica.hypotheses.org/a-propos>) et en vue de réaliser cet ouvrage, une journée d'étude s'est tenue les 4 et 5 février 2021 au Campus Condorcet à Aubervilliers. Tarica a entièrement financé la publication présentée ici. On tient ici à remercier tout particulièrement Emna Khemiri pour sa contribution à la réalisation de cet ouvrage.

⁴ <https://culturmena.hypotheses.org/>

de l'ouvrage, la gestion parfois délicate de leur confidentialité tout comme l'impossibilité de disposer de données statistiques élémentaires même quand elles existent sont des exemples révélateurs de ces obstacles. À cela s'ajoutent la précarité des institutions d'enseignement et recherche en Afrique du Nord et leur faible autonomie scientifique, même si la présence dans cet ouvrage de collègues (Larbi Chouikha à Tunis, Chérif Dris à Alger et Ahmed Hidass à Rabat) exerçant dans trois institutions publiques de formation au journalisme dans leur pays fait figure de contre-exemple. C'est donc tout l'intérêt des travaux présentés ici dont on ne mesure que rarement les conditions de réalisation.

En dépit de leurs limites, ces recherches essaient ensuite de rompre avec une série de biais analytiques très présents dans les travaux de sciences sociales portant sur les champs médiatiques dans des pays qui encadrent fortement la production et la diffusion de l'information. L'ampleur des transformations contemporaines consécutives au développement de médias privés non partisans dans les années 1990 et/ou 2000 invite en premier lieu à écarter toute démarche politico-centrée et réductionniste, selon laquelle « les États » ou « les appareils » ou « les régimes » seraient tout puissants et imposeraient par « le haut » leur volonté. Les limites de ces études, souvent empreintes de culturalisme et fascinées par les microcosmes des pouvoirs, ont été suffisamment démontrées pour ne pas s'y arrêter. Les reconfigurations des espaces médiatiques au Maroc comme en Algérie, en Tunisie et en Égypte ne peuvent en effet être étudiées uniquement à l'aune des « ouvertures » / « fermetures » politiques et institutionnelles accordées ou imposées par les régimes en place, ces périodes étant souvent délimitées par des bornes historiques précises au détriment d'une analyse processuelle. L'importance des contraintes politiques qui pèsent sur les médias dans ces pays a amené les observateurs à centrer longtemps l'attention sur les seuls agents et institutions étatiques, ainsi que sur l'évolution des régimes juridiques de la presse. Malgré leur intérêt indéniable, la plupart de ces travaux souffrent d'un biais institutionnel, oubliant non seulement les trajectoires des journalistes et des entreprises médiatiques dans toutes leurs dimensions, mais aussi le poids des logiques transnationales.

En deuxième lieu, comme pour un certain nombre de pays classés comme « autoritaires » ou appartenant aux zones géopolitiques ou géolinguistiques où ils se concentreraient (l'expression culturaliste « autoritarisme arabe » en est un exemple caricatural), les quatre pays concernés par cette étude font l'objet d'une surveillance internationale. Les experts des organisations internationales spécialisées comme certains

chercheurs entendent explicitement ou implicitement mesurer le degré supposé de « démocratisation » de leurs champs médiatiques et son évolution (Naimi, 2016). Si ce biais évolutionniste est logique dans le cadre des luttes politiques, il ne l'est pas dans le champ scientifique. Il est le produit de la concurrence au sein de certaines fractions des champs académiques nationaux et transnationaux, tout particulièrement en science politique et/ou dans les études dites « d'aires culturelles ». Ses luttes normatives et académiques se jouent notamment à travers les appellations données aux espaces politiques et/ou aux univers médiatiques des pays d'Afrique du Nord (« autoritaire », « hybride », etc.) ou caractérisant le fonctionnement du champ du pouvoir (« *ambivalent authoritarianism* », « *competitive authoritarianism* », etc.), alors même que c'est précisément un enjeu de lutte politique qu'il faut prendre pour objet. C'est d'autant plus vrai que la pensée typologique « qui découpe des populations en classes identifiées » (Bourdieu, Saint-Martin, 1978, p. 4), ou ici en l'occurrence des pays, en vient souvent explicitement ou implicitement à opposer, d'une part, la propriété étatique des médias qui signifierait leur contrôle ou leur forte dépendance et, d'autre part, la propriété privée qui serait synonyme de « liberté » politique et/ou commerciale. Les auteurs d'un livre récent (Richter, Kozman, 2020, p. xxxi) consacré aux médias dans « l'espace arabe » ont bien pointé les limites de cette vision typologique, qui sont confirmées par les résultats de recherche présentés ici.

En troisième lieu, ce travail permet de décaler le regard par rapport aux études sur les médias et plus largement les productions culturelles, qui ne voient ces univers qu'à travers des « lunettes » commerciales et économiques. Pourtant, poser « la maximisation du profit en clef de compréhension unique de la rationalité économique » (Duval, Garcia, 2012, p. 13) est une erreur dans des espaces où le symbolique et/ou le politique constituent également des logiques centrales. Comme le montrent certaines contributions de ce livre, les luttes autour de ce que signifie « l'indépendance » des médias ou de leurs propriétaires réels ou supposés et les formes de discrédit récurrent viennent rappeler que les enjeux au sein des espaces médiatiques sont au moins sinon plus politiques et professionnels qu'économiques. C'est d'autant plus vrai qu'une fraction non négligeable des entreprises de presse dans les pays d'Afrique du Nord sont, comme dans le champ de l'édition française par exemple (Noël, 2021), des petites structures qui ont du mal à vivre et sont dans une perspective de désintéressement à l'opposé de la vision commerciale. La grande insécurité sociale et économique de ce secteur, du

fait des transformations très rapides des modèles économiques (Powers, Russel, 2020, p. 10), y est particulièrement exacerbée.

C'est surtout d'autant plus fort que l'espace du dicible dans les champs politiques et médiatiques des pays de cette zone géographique est borné par une multiplicité de « lignes rouges » en lien avec le politique, le religieux, l'armée et l'intégrité territoriale. Comme le montrent par exemple Chérif Dris, Ahmed Hidass, Maria Adib Doss dans leurs chapitres respectifs sur l'Algérie, le Maroc et l'Égypte, toute critique ou remise en cause de l'une de ces « lignes rouges » est passible de sanctions judiciaires et est considérée comme une « trahison » à l'égard de la nation, d'où ce rappel fréquent au « patriotisme » des membres des autorités quand ils s'adressent aux journalistes considérés comme critiques. De même, le poids de l'histoire nationale et ses effets sur les productions journalistiques ont été bien documentés à propos du Maroc (Saleh, 1995 ; Zaid, 2017 ; Benchenna, Ksikes, Marchetti, 2017 ; Benchenna, Marchetti 2019 ; El Issawi, 2021, p. 932-934), notamment l'importance de l'autocensure (El Kadoussi, 2020).

Les espaces des (im)possibles

Des dispositifs de « régulation » indépendants ?

L'ouvrage se propose donc d'étudier ces transformations des espaces médiatiques nationaux en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie à travers trois entrées qui se veulent complémentaires. La première porte sur les instances dites de « régulation », fondées à la suite des « mouvements révolutionnaires » de 2011. Larbi Chouikha, Chérif Dris et Ahmed Hidass décrivent la genèse de ces instances, les types de groupe qui les composent et les modalités de leur sélection, leurs fonctions (réelles ou affichées) et les contraintes qui s'opposent à l'accomplissement de leurs missions. Autrement dit, ils restituent leurs rapports au pouvoir politique et aux différents agents qui interviennent dans le champ médiatique. Plus largement, ils s'interrogent sur l'adéquation ou non de ces instances de « régulation » ou de « contrôle » avec les réalités actuelles des espaces médiatiques des pays étudiés.

Dans le premier chapitre, consacré à la régulation audiovisuelle dans la Tunisie post-Ben Ali, Larbi Chouikha questionne ainsi les marges de manœuvre de ce type d'instance : d'une part, dans une configuration politique particulièrement instable ; d'autre part, dans un paysage

médiatique en pleine effervescence, marqué notamment par l'émergence d'hommes d'affaires à la tête de chaînes de télévision commerciales et participant à la lutte pour la conquête du pouvoir. À travers l'analyse des activités de la Haute instance pour la communication audiovisuelle (HAICA) durant les élections de 2019 et en s'appuyant sur des entretiens avec les acteurs concernés, son travail montre les limites et les paradoxes de cette instance. Censée garantir, entre autres, « le pluralisme des idées », « la neutralité des médias » et « l'égalité des chances entre tous les candidats », la HAICA reste impuissante, ne pouvant faire respecter ou appliquer ses décisions, du fait notamment de la fragilité des institutions de l'État et de l'équilibre politique qui s'est instauré après le départ de Zinedine el-Abidine Ben Ali. Son existence reste toutefois nécessaire, au regard des « standards internationaux en matière de régulation démocratique », et inséparable des stratégies de légitimation politique des différents gouvernements post-2011.

À l'inverse, dans le chapitre 2, qui porte sur le Conseil national de la presse créé en 2018 au Maroc (CNP), Ahmed Hidass s'interroge sur la nature même et les objectifs réels de ce nouvel organe chargé d'administrer la profession journalistique : s'agit-il d'une véritable instance d'auto-régulation du journalisme et de promotion de la liberté de la presse ou d'un instrument de contrôle et de censure au service du pouvoir ? À partir de l'étude de la genèse et des premières réalisations du CNP, l'auteur pointe dans ce texte les contradictions constitutives de cette instance. « Hybride » à la fois dans sa composition, ses compétences et son mode de financement, le CNP tranche tout d'abord avec les différentes traditions et modèles nationaux de régulation de la profession de journaliste. C'est le cas notamment de son code de déontologie, dont le caractère obligatoire s'oppose à « la valeur usuelle des codes d'éthique journalistique dans le monde ». Financé par l'État mais administré par des professionnels du métier, héritier d'une approche restrictive de la liberté d'expression et ne concernant que la presse privée, fondé dans un contexte global de durcissement et de diversification des formes de répression à l'égard des journalistes au Maroc, le CNP semble cumuler tous les attributs d'un instrument de contrôle. En témoignent ses premières sorties médiatiques et rapports qui sont en contradiction et/ou en décalage avec les préoccupations des professionnels du secteur et des réalités actuelles de l'espace médiatique marocain.

Dans le chapitre 3, Chérif Dris pose plus globalement la problématique de la « gestion de la régulation » des médias algériens dans leur diversité, dans un contexte marqué par l'emprise du champ politique sur l'espace médiatique et une série de transformations importantes liées au développement

des chaînes de télévision privées et des sites d'information en ligne. En s'appuyant sur un important travail documentaire et des entretiens, l'auteur montre comment la question de la « régulation » ne peut être dissociée des conditions politiques et économiques qui garantissent, ou non, l'autonomie et l'efficacité des instances chargées de veiller au « bon fonctionnement » de ce secteur. Dans un premier temps, Chérif Dris analyse le dispositif juridique et législatif mis en place à partir de 2012 afin de « mettre de l'ordre » dans un marché médiatique dérégulé à la suite des politiques de « libéralisation » relative des années 1990 et 2000. Il insiste sur le caractère très politique et très contraignant de ces textes, notamment en ce qui concerne la presse en ligne, souvent plus critique à l'égard du pouvoir. Dans un second temps, l'auteur revient, d'un côté, sur les différents obstacles qui entravent la mise en œuvre des mécanismes de régulation consacrés par les textes, de l'autre, sur le décalage existant entre ces derniers et les réalités du terrain. Le cas de l'autorité de régulation audiovisuelle (ARAV), créée en 2014, est particulièrement révélateur des dysfonctionnements et contradictions qui relativisent fortement la portée des missions assignées à ce type d'instance. Fortement dépendante à l'égard du pouvoir politique, notamment à travers le système de nomination, l'ARAV est en effet censée « encadrer un champ audiovisuel composé essentiellement de chaînes privées dont l'existence légale n'est pas reconnue ».

Les enjeux de la reconfiguration des espaces médiatique, politique et économique

La deuxième partie porte sur les enjeux de la restructuration des espaces médiatiques nationaux en Afrique du Nord à la suite du développement des médias privés. Ceux-ci sont appréhendés à partir de deux focales sur l'Égypte des années 2000 à aujourd'hui – l'une sur la presse écrite et l'autre sur la télévision – et une dernière sur le Maroc à partir de la décennie 1990. Au travers d'enquêtes de terrain inédites, notamment par entretiens, les trois chapitres décrivent les conditions historiques de possibilité de l'arrivée des médias privés. Ils pointent surtout, chacun à leur manière, les limites à géométrie variable selon les périodes historiques de l'espace des (im)possibles journalistiques, qui est le produit de la relation entre univers politique, économique et médiatique. En effet, loin des analyses des économistes libéraux, qui considèrent que « l'ouverture au secteur privé » des marchés médiatiques serait synonyme d'une plus grande « liberté » à l'égard des univers politiques, les auteurs montrent comment ces processus

sont très encadrés par les fractions dominantes du champ du pouvoir national, tout en n'excluant pas ici et là des marges de manœuvre.

Ainsi, dans le chapitre 4 tiré de sa recherche doctorale (Benaziz, 2018), Bachir Benaziz restitue ce qu'il appelle « une parenthèse notoire dans l'histoire de la presse écrite en Égypte » dans les années 2000, c'est-à-dire sous le régime de Hosni Moubarak. Elle est la conjonction du développement des mouvements sociaux, du succès des premiers journaux privés non partisans et de l'arrivée d'une nouvelle génération de journalistes. Il analyse la légitimation de figures de « journalistes-justiciers » qui se spécialisent dans le traitement de ces protestations, en valorisant le « reportage » et le « terrain ». Bachir Benaziz nous fait tout particulièrement entrer dans les logiques de production du quotidien *Al-Masry Al-Youm* (L'Égyptien aujourd'hui), fondé en 2004 par l'homme d'affaires Salah Diab et l'éditeur Hisham Kassem. Il décrit comment ses dirigeants promeuvent de nouvelles « actualités », qui non seulement ne sont pas uniquement centrées sur le Caire, mais sont aussi produites avec des sources d'informations alternatives aux sources officielles, notamment les chercheurs et les militants syndicaux. La constitution de ces nouvelles positions dans l'univers journalistique égyptien doit beaucoup aux trajectoires de leurs promoteurs, « issus pour la plupart de catégories sociales relativement défavorisées », notamment celle des « fonctionnaires » paupérisés durant l'ère Moubarak (1981-2011). Il retrace ainsi les parcours professionnels emblématiques de deux anciens journalistes d'*Al-Dustûr* (La Constitution) et d'*Al-Badil* (L'alternative), Mostapha Bassiouny, rendu célèbre pour sa couverture des protestations sociales des années 2000, et Khaled El-Balchy, figure emblématique de la presse égyptienne. Au-delà du fait qu'ils incarnent cette nouvelle figure du « journaliste justicier » pratiquant ainsi une forme de « revanche sociale », ils montrent également comment ils se heurtent à partir de 2013 aux nouvelles formes de contrôle imposées par le retour des militaires au pouvoir.

Dans le chapitre 5, Maria Adib Doss apporte également une analyse de « l'ouverture » au secteur privé de l'espace médiatique égyptien, cette fois-ci à partir de l'arrivée des premières chaînes de télévision commerciales au début des années 2000, puis de leur « confiscation », pour reprendre son expression, lors du retour des dirigeants militaires à partir de 2013. En effet, après 2001, année de la création de la première chaîne satellitaire privée nationale, *Dream TV*, fondée par un homme d'affaires égyptien, d'autres vont suivre rompant le monopole de l'État sur l'information. S'appuyant sur une enquête réalisée dans le cadre de sa thèse entre 2013 et 2018 (Adib Doss, 2018) et complétée par des entretiens menés en 2020, l'autrice propose de

cerner comparativement les modalités du contrôle de ces chaînes à deux époques : la fin du règne de Hosni Moubarak dans les années 2000 et le début de celui d'Abdel Fattah Al-Sissi depuis 2013. Elle s'appuie sur trois terrains : la régulation formelle et institutionnelle, les modes de propriété et la régulation informelle.

S'agissant du premier d'entre eux, Maria Adib Doss montre qu'en l'absence de textes jusqu'en 2016 ces chaînes étaient étroitement contrôlées *via* les règles régissant la « zone franche » appelée la Cité des médias dans laquelle elles étaient installées. L'autrice s'intéresse également à la manière dont, à partir de 2018, le pouvoir égyptien encadre leurs activités à travers la constitution de différentes instances de régulation, dont le Conseil suprême de la régulation des médias qu'elle étudie. La propriété des chaînes de télévision privées se caractérise durant la fin des mandats de Hosni Moubarak (du début des années 2000 jusqu'en 2011) par l'investissement d'hommes d'affaires qui obtiennent des « privilèges » en échange d'un fort contrôle. Alors que, dans les années suivant les soulèvements de 2011, les chaînes de télévision privées sont dirigées par des hommes affaires proches des différents appareils sécuritaires de l'État, ce contrôle se fait plus direct à partir de 2016. En effet, l'espace des télévisions privées égyptiennes est en 2021 la propriété d'une seule société privée, Eagle Capital, détenue par les services de renseignements. Enfin, Maria Adib Doss décrit une forme de continuité dans les modes de régulation informelle, insistant sur les délimitations à géométrie variable des « lignes rouges », les activités discrètes mais très dures des membres des services de renseignement à l'encontre des journalistes.

Le chapitre 6 apporte un troisième éclairage sur la reconfiguration conjointe des espaces médiatique, politique et économique en revenant sur les conditions du développement d'entreprises de presse privées non partisans, dans un autre espace national, le Maroc, et à partir de la décennie précédente, celle de 1990. Les trajectoires de deux sociétés (Éco-Médias et Impression presse édition), qui éditent notamment deux titres économiques francophones *L'Économiste* (depuis 1991) et *La Nouvelle Tribune* (depuis 1995), constituent une rupture dans un espace journalistique qui jusque-là réfractait *stricto sensu* l'univers politique à quelques rares exceptions comme *Lamalif* (1966-1988) et *Kalima* (1986-1989) notamment. En effet, celui-ci se divisait entre la presse « officielle » et les quotidiens des partis politiques. Ces expériences s'inscrivent dans un processus de « libéralisation » économique et politique du Maroc à partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990 pour répondre aux injonctions

internationales de « libéralisation » des économies et des échanges. Elles sont rendues possibles par des fractions dominantes du champ du pouvoir, qui accompagnent ces deux projets économiques, politiques et journalistiques d'origine familiale, deux couples en étant à l'origine. Défendant tout à la fois la « libéralisation », la « modernisation » économique et politique du Maroc, les institutions, « les valeurs » et l'intérêt de la nation ainsi qu'une information plus « objective », leurs promoteurs développent des entreprises commerciales rentables et revendiquent ces logiques commerciales. Ils s'appuient essentiellement sur des recettes publicitaires importantes et un lectorat composé des fractions urbaines de l'espace social les plus dotées en capital économique et culturel. À partir d'éléments d'une enquête par entretien menée avec Abdelfettah Benchenna et Driss Ksikes qui a été complétée par des analyses documentaires, Dominique Marchetti s'efforce de décrire les trajectoires des principaux dirigeants de ces deux entreprises de presse, proposant ainsi une analyse du fonctionnement de l'univers de la presse économique marocaine dans ses relations aux fractions dominantes du champ du pouvoir qui délimite ses possibles.

Les programmes français d'« aide aux médias » et leurs appropriations : le cas de la Tunisie

La troisième partie de l'ouvrage décale le regard vers les dimensions transnationales de ces restructurations à travers l'exemple emblématique de la Tunisie considérée comme le « bon élève » de la région. Deux chapitres s'interrogent sur la production des programmes d'aide aux médias français et leurs appropriations par les journalistes. Tout d'abord, Chirine Benabdallah revient, dans le chapitre 7, sur un moment particulier de la reconfiguration de l'espace télévisuel tunisien, celui de la fin du régime de Zine el-Abidine Ben Ali. En observant *in situ* la fabrication du journal télévisé (JT) de la chaîne nationale *Watanya 1*, elle décrit comment sa forme et son contenu ont été transformés. La hiérarchisation des informations post-14 janvier n'est plus imposée par les dirigeants de la chaîne, qui devaient auparavant exécuter les ordres du ministère de l'Intérieur, mais elle est « dictée par l'importance des nouvelles ». L'auteure relève cependant les obstacles auxquels a été confrontée l'équipe du nouveau JT. Elle montre le passage d'un « média d'État » à un « média de service public » à travers la cristallisation d'un conflit entre les responsables de la télévision publique et ceux des différents gouvernements dits « de transition », qui n'ont pas réussi « à se défaire de la volonté de contrôler les médias ».

L'intérêt majeur de ce travail empirique est qu'il apporte des connaissances nouvelles sur les débuts de l'intervention de Canal France International (CFI) et de *France 24* auprès des autorités tunisiennes pour accompagner le processus de la « transition médiatique » au lendemain de la « révolution » du 14 janvier 2011. L'auteure rappelle, à juste titre, que cette intervention a été effectuée dans un contexte de « crise » entre les deux pays, suite aux déclarations de Michèle Alliot-Marie, la ministre française des Affaires étrangères, qui proposait « le savoir-faire français » à la police tunisienne pour faire face aux manifestations. Chirine Benabdallah s'intéresse à un autre domaine de l'exportation de « l'expertise française » à partir des programmes d'aide aux médias. L'autrice explique que la Tunisie de l'après-14 janvier 2011 était le premier terrain d'action de l'Académie *France 24*, créée pour l'occasion, et qui deviendra quelques années plus tard l'Académie France Médias Monde. Cette contextualisation permet de voir comment les « demandes » émanant de plusieurs pays en pleine restructuration politique ont constitué une opportunité pour créer l'Académie et tester en Tunisie son modèle financier et pédagogique. Le travail de Chirine Benabdallah donne à voir les interrogations que suscitent ces dispositifs de formation qui font appel notamment à des formateurs tunisiens, anciens collègues des bénéficiaires de ces formations. En effet, ces derniers s'interrogent parfois sur l'intérêt de ces sessions de formation, sur la légitimité et les compétences professionnelles de leurs anciens collègues à dispenser des sessions de formations. L'autrice met surtout l'accent sur la manière dont la reconfiguration de l'espace politique se traduit dans l'univers médiatique, insistant plus particulièrement sur les « nouveaux besoins » en formation de journalistes et les nouvelles pratiques de travail au sein de la télévision nationale.

De son côté, Simon Mangon apporte, dans le chapitre 8, un autre éclairage encore plus contemporain sur la production et la diffusion de l'aide internationale aux médias en Tunisie postrévolutionnaire. Il propose une étude de cas sur le média en ligne *Inkyfada* et le rôle de CFI dans son accompagnement. En inscrivant son travail à l'intersection de la sociologie des médias et de la sociologie des politiques de développement, Simon Mangon réfute le mythe d'une supposée influence étrangère sur la ligne éditoriale du média. Il montre plutôt que les relations avec des organisations extérieures au champ journalistique contribuent à redéfinir la vision du « bon journalisme » en Tunisie, contribuant à transformer les pratiques professionnelles et les conceptions même du métier de journaliste. Pour cela, l'auteur analyse finement la manière dont les journalistes du média

Inkyfada se réapproprient des préoccupations des bailleurs selon leurs besoins, conservant ainsi une forme d'autonomie. Cette réappropriation se traduit tant dans la forme des productions médiatiques (mobilisation de l'infographie, du datajournalisme, photos de grande qualité, etc.), que dans les thématiques abordées, qui sont inscrites dans les cahiers des charges des bailleurs de fonds internationaux (droits humains, situation des minorités, égalité des sexes ou écologie) ou encore dans la revendication d'un « journalisme d'investigation ».

En analysant la trajectoire d'*Inkyfada*, qui trouve son origine dans la plateforme d'un collectif de blogueurs cyberactivistes *Nawat*, Simon Mangon détaille quelques enjeux de la reconfiguration de l'espace médiatique tunisien : la professionnalisation des journalistes, leur positionnement éditorial, les langues mobilisées, les publics visés et enfin la place encore fragile et marginale de ce média. L'auteur dresse également une cartographie de l'espace du « développement médias » en Tunisie. Ce dernier est composé de différents types d'acteurs (bailleurs de fonds, opérateurs de mise en œuvre, partenaires locaux) de diverses nationalités (États-Unis, France, Allemagne, Belgique ou États scandinaves) qui interviennent essentiellement dans le domaine de la formation au journalisme. L'objectif central est de promouvoir les « bonnes pratiques » et de diffuser un modèle de journalisme « professionnel » défini selon leurs critères. L'auteur rappelle que ce type d'intervention n'est pas nouveau, analysant les contenus de formation dispensés par le Centre africain de perfectionnement des journalistes et des communicateurs (CAPJC) pendant quinze années (2000-2015). À partir d'une analyse comparative de quatre structures (Canal France International, Deutsche Welle Akademie, Fondation Friedrich Naumann et International Media Support), Simon Mangon insiste sur les spécificités de structure du « développement médias » qui adopte une stratégie propre en fonction de son statut, de ses bailleurs de fonds, de ses priorités, de son histoire dans le pays d'intervention et de ses partenaires locaux.

Il consacre une partie de son chapitre au secteur français de « l'aide aux médias » et donc à CFI. Il apporte des connaissances nouvelles et prolonge les travaux de Chirine Benabdallah, développés dans le chapitre précédent, puisqu'il met tout particulièrement l'accent sur les logiques de concurrence, les rapports de force des acteurs en présence dont dépend CFI et des visions différentes de ce que devrait être le journalisme.

Cependant, le principal intérêt de ce chapitre réside ailleurs. L'auteur montre surtout que les instruments de « développement médias »

contribuent paradoxalement à éloigner les journalistes du travail éditorial censé représenter leur principale activité. En effet, le travail empirique qu'il a mené au sein du journal *Inkyfada* en observant les activités quotidiennes de ses membres et en analysant leurs trajectoires biographiques donne à voir un média vivant au rythme des « projets » proposés par les bailleurs internationaux. Les journalistes adoptent alors les codes linguistiques propres au secteur du développement et réalisent les tâches caractéristiques de l'ingénierie des dispositifs internationaux. Considéré comme un partenaire tunisien de référence par de nombreux bailleurs étrangers, *Inkyfada* est devenu une sorte d'opérateur local auquel on délègue des tâches qui ne sont en général pas attribuées à un média spécifique. L'auteur explique cependant que les relations d'*Inkyfada* à l'univers du développement ne va pas contribuer pour autant à reproduire un « modèle » journalistique défini à l'étranger et donc à l'uniformisation des pratiques professionnelles selon des normes venues d'ailleurs. Selon lui, les journalistes cherchent à réorienter l'appui étranger selon leurs propres intérêts : ils négocient leur autonomie au quotidien au contact des bailleurs de fonds, qu'il s'agisse du modèle économique, de la ligne éditoriale ou des projets de développement qu'ils mènent.

Au final, cette analyse des reconfigurations des espaces médiatiques en Afrique du Nord depuis les décennies 1990 et 2000 vient rappeler qu'en dépit d'une série d'invariants les trajectoires et les histoires spécifiques de chaque espace national demeurent centrales dans l'analyse. La lutte pour la définition des normes professionnelles, les conditions d'exercice du journalisme, la structuration des espaces médiatiques et leurs relations aux champs du pouvoir nationaux varient fortement d'un espace national à l'autre, chacun réfractant différemment les transformations économiques, politiques et sociales transnationales.

Les contributions réunies dans cet ouvrage viennent également pointer la nécessité de comprendre l'espace des possibles et ses transformations dans ces univers médiatiques où les contraintes politiques directes ou indirectes pèsent lourdement. Rester dans son pays et continuer à y exercer les métiers du journalisme demande une connaissance fine des règles du jeu et de savoir en jouer. Pour reprendre le vocabulaire d'Albert Hirschman, la « *loyalty* », notamment le respect des « lignes rouges » nationales, est une condition indispensable pour s'inscrire dans la durée, la « *voice* » est une position difficile à tenir, ce qui explique « *l'exit* » fréquent (quand il est possible) vers d'autres activités professionnelles et/ou l'exil à l'étranger (Hirschman, 1970).

Une bibliographie encore sommaire

Cet ouvrage vise à contribuer, après d'autres, à combler une lacune. En effet, l'étude du journalisme et des médias occupe une place très réduite dans les études en sciences humaines et sociales en langue française sur l'Afrique du Nord. La presse papier et électronique comme les médias audiovisuels sont souvent plus utilisés comme des sources d'information que des terrains à explorer, tout se passant comme s'ils n'étaient pas dignes d'intérêt. De même, les recherches sur les médias, tout particulièrement en France, accordent peu d'intérêt aux enquêtes dans les pays d'Afrique du Nord. Cependant, les apprentis-chercheurs et les chercheurs peuvent désormais s'appuyer sur une série de travaux dispersés sur les espaces médiatiques dans cette zone. Si on ne peut bien évidemment pas en rendre compte ici, les entreprises collectives comparables à la nôtre doivent être rappelées, notamment pour donner aux lecteurs une série de repères bibliographiques. Comme pour les recherches en sciences sociales des médias en France, ces travaux ont été longtemps dominés par des perspectives historiques et juridiques. En effet, la presse écrite (Muddathir, 1966; Souriau-Hoebrechts, 1975) ou les médias audiovisuels (Pigé, 1966) à l'échelle du Maghreb ou dans les différents espaces nationaux qui le composent⁵ ont fait l'objet de nombreuses enquêtes remontant à la période coloniale. De même, les recherches sur les régimes juridiques de la presse (par exemple Mollard, 1963; Abdel Rahman, 1995) sont très utiles pour comprendre les transformations du journalisme avant et après les indépendances.

À partir de la fin de la décennie 1980, des recherches complémentaires, notamment en information-communication et à un degré moindre en science politique, se sont développées entre la France, les pays francophones et ceux du Maghreb, la création de revues spécialisées en France comme en Afrique du Nord l'atteste. Cependant, au-delà de recherches individuelles pionnières sur les médias⁶ et d'une littérature de témoignage⁷ très utile, les entreprises collectives demeurent très rares. Wolfgang Slim Freund a réuni une série de chercheurs sur le thème de « l'information au Maghreb » (Freund, 1992). De même, parmi une vingtaine de collègues qui ont participé à des publications sur les « recompositions du champ médiatique dans l'Orient arabe » (Bras et

⁵ Par exemple, pour le Maroc, on se reportera utilement à Aouchar, 1990; Baida, 1996; Berrada, 2003; Miège, 1954.

⁶ La liste n'est bien évidemment pas exhaustive. Sur la Tunisie: Chouikha, 1992 et 1995; Jendoubi, 1988. Sur le Maroc: Hidass, 1983, 1988. Sur l'Algérie: Chevaldonné, 1981; Mostefaoui, 1989, 1992 et 1995. Sur le Maghreb et/ou le Machrek: Kraemer, 2001; Tiers, Ruf, 1975. Sur l'Égypte: Munir, 1990; El Khawaga, 2003; Guaaybess, 2005.

⁷ Pour ne citer que le cas du Maroc, on peut se reporter utilement par exemple aux travaux suivants: Daoud, 2007; Alaoui, 2012; Bensmain, 2015.

Chouikha, 2002 et Mermier, 2003), quelques-uns traitent de pays d'Afrique du Nord, qui est un des parents pauvres de l'étude des médias dans la zone à laquelle elle est souvent rattachée : les pays majoritairement de langue arabe et/ou de confession musulmane.

Deux livres collectifs parus chez Actes Sud la même année (Mohsen-Finan, 2009 ; Gonzalez-Quijano et Guaybess, 2009) font exception. Le premier rassemble de courts chapitres où se mêlent chercheurs, experts, essayistes et journalistes pour décrire la situation des médias dans les « mondes arabes et musulmans ». On y trouve quelques textes consacrés à l'Algérie (Djafaar Saïd), au Maroc (Mohamed El Ayadi et Driss Ksikes) et à la Tunisie (Larbi Chouikha). Le second apporte également quelques contributions sur le journalisme au Maghreb, tout particulièrement sur les nouveaux médias en Algérie (Belkacem Mostefaoui), ainsi que sur la télévision en Tunisie (Riadh Ferjani). Enfin, plus récemment, Enrique Klaus et Olivier Koch ont tiré un livre d'un colloque qui s'est tenu en 2015 sur les rapports entre univers politique et médiatique dans la Tunisie post-Ben Ali (Klaus et Koch, 2020).

Plusieurs revues dites « d'aires culturelles » ont également publié des ensembles thématiques sur les espaces médiatiques en Afrique du Nord. François Chevaldonné, un des pionniers sur ces objets, a coordonné à la fin des années 1980 un numéro de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* consacré aux médias audiovisuels dans le monde arabe, dont une partie porte sur l'Afrique du Nord, essentiellement sur l'Algérie (Chevaldonné, 1988). La revue *NAQD* a été également une des pionnières en la matière, publiant un premier numéro en 1995 où on peut trouver des recherches sur l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et un autre en 2019 focalisé sur la situation contemporaine des médias en Algérie (*NAQD*, 1995 et 2019). La revue *Tiers Monde* s'est intéressée aux programmes des télévisions satellitaires arabes en Algérie, en Égypte et au Maroc (Khouri, Mignot-Lefebvre, 1996). *Confluences Méditerranée* a également édité un ensemble en 2007 accordant une place aux médias en Afrique du Nord : sur la Tunisie, Nozha Smati décrit un « paysage audiovisuel en mutation », et Rachid Khechana montre l'importance de l'État partisan ; Kader Abderrahim analyse comment la presse algérienne est un fort enjeu de pouvoir. Un numéro d'*Horizons maghrébins*, coordonné par Mohamed El Oifi et Nozha Smati, propose à partir de brefs articles un état des lieux des transformations récentes des espaces médiatiques au Maghreb, en prenant également en compte les médias liés à l'immigration (El Oifi et Smati, 2010). Les soulèvements en Tunisie, en Égypte et, à un degré moindre, au Maroc ont suscité de nouvelles recherches. Par exemple, un numéro de la revue *Égypte Monde arabe*, proposé par Enrico de Angelis (de Angelis, 2015), s'interroge sur « l'évolution des systèmes médiatiques après les révoltes », notamment à partir de nombreux articles sur le cas égyptien et un sur une expérience d'un journal en ligne en Tunisie. *L'Année du Maghreb* a également pour la première fois consacré un numéro au journalisme rassemblant un ensemble

de textes sur l'Algérie, la Tunisie et le Maroc (Chouikha *et al.*, 2017). Les revues « d'aires culturelles » de langue anglaise publient également de plus en plus de recherches, soit sous forme de numéros thématiques (voir par exemple : Farfanfarmaian, 2014 et 2017), soit des articles au fil de l'eau.

Enfin, et plus largement, si des revues francophones très généralement liées aux seules sciences de l'information et de la communication (*Communication, Les Enjeux de l'information et de la communication, Questions de communication, Réseaux et Tic & société tout particulièrement*) publient des articles sur les médias en Afrique du Nord, comme le montre notamment un numéro de *Questions de communication* parus récemment sur les univers de la presse écrite en Algérie (Dris, 2017), au Maroc (Benchenna *et al.*, 2017), en Tunisie (Klaus et Koch, 2017) et en Égypte (Benaziz, 2018), les textes demeurent très souvent dispersés.

Bibliographie

- ABDEL RAHMAN 'Awatef, *Les Problèmes de la presse et des journalistes en Égypte*, Le Caire, Dar al-fikr al-araby, 1995 (en arabe).
- ADIB DOSS Maria, *Les Talk-shows en Égypte : d'un dispositif de modernisation de l'autoritarisme à des arènes de parole dissidente : mise en perspective d'une situation révolutionnaire (25 janvier – 11 février 2011)*, Paris, thèse de doctorat en science politique (dir. : J.-B. Legavre et S. Ben Nefissa), Université Paris 2, 2018.
- ALAOUI Mustafa, *Le Journaliste et les trois rois*, Rabat-Paris, Casa Express Ed. et Magellan & Cie, 2012.
- AOUCHAR Amina, *La Presse marocaine dans la lutte pour l'indépendance (1933-1956)*, Mohammédia, Walladas, 1990.
- AZIZI Asmaa, « Presse des immigrés marocains : entre mobilisation politique et construction identitaire (1932-1985) », *Communication & langages*, n° 187, 2016a. DOI : <https://doi.org/10.4074/S033615001601108X>
- AZIZI Asmaa, « Quand des immigrés prennent la parole : appropriation des plateformes de *blogging* à des fins politiques par des immigrés marocains », *Tic & société*, vol. 10, n° 2-3, 2016b. DOI : <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.2168>
- BAIDA Jamaâ, *La Presse marocaine d'expression française : des origines à 1956*, Faculté des lettres et sciences humaines, Université Mohammed V de Rabat, 1996.

- BALLARINI Loïc, *The Independence of the News Media: Francophone Research on Media, Economics and Politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2021.
- BELKACEM Ahcène-Djaballah, « Économie de la Presse et de la Communication en Algérie: de l'aventure intellectuelle à la mésaventure économique », *NAQD*, n° 37, 2019. DOI: <https://doi.org/10.3917/naqd.037.0051>
- BENAZIZ Bachir, *De la presse privée en Égypte : sociohistoire d'un lieu de production journalistique : les cas de l'hebdomadaire al-Dustûr et du quotidien al-Masry al-Youm (2004-2010)*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris 1.
- BENAZIZ Bachir, « Fortune et infortune de la presse privée égyptienne », *Questions de communication*, n° 33, 2018. DOI: <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.12324>
- BENAZIZ Bachir, « "Journaliste-conseiller du prince" et "journaliste-justicier". Figures du journalisme et transformation de la presse écrite en Égypte », dans *La Culture et ses dépendances : les productions culturelles et leurs circulations au Maghreb et au Moyen-Orient*, sous la dir. d'A. Benchenna et D. Marchetti, Beyrouth-Rabat, Presses de l'IFPO et éditions du CJB, 2021, coll. Co-éditions.
- BENCHENNA Abdelfettah, « Fragiliser la contestation: les fidèles du Makhzen à l'assaut des réseaux sociaux », *Médias*, n° 30, 2011.
- BENCHENNA Abdelfettah, « De la mobilisation identitaire à l'entreprise lucrative? Le cas du portail d'information Yabiladi.com », dans *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, sous la dir. de T. Mattelart, Paris, Mare et Martin, 2014.
- BENCHENNA Abdelfettah, KSIKES Driss, MARCHETTI Dominique, « La presse au Maroc: une économie très politique: le cas des supports papier et électronique depuis le début des années 1990 », *Questions de communication*, n° 32, 2017. DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11527>
- BENCHENNA Abdelfettah, MARCHETTI Dominique, « Une offre sous conditions: les logiques contemporaines du champ du pouvoir marocain pour contrôler la presse nationale », dans *L'Invisibilisation de la censure: les nouveaux modes de contrôle des productions culturelles (Biélarus, France, Maroc et Russie)*, sous la dir. de Yauheni Kryzhanouski, Dominique Marchetti et Bella Ostromooukhova, Paris, Eur'Orbem éditions, 2020, coll. Études et travaux. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03096109>
- BENCHENNA Abdelfettah, MARCHETTI Dominique, « Writing between the 'red lines': Morocco's digital media landscape », *Media, Culture & Society*, vol. 43, n° 4, 2021. DOI: <https://doi.org/10.1177%2F0163443720972316>

- BENSLIMANE Mehdi, *Presse « indépendante » et pouvoir: le Journal (1997-2010) promoteur du trône au Maroc: une psycho-socio-anthropologie historique du journalisme politique*, thèse en science politique, Université de Grenoble-Alpes, 2015. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01459214/document>
- BENSMÄÏN Abdallah, *Alors l'information ? Les journalistes parlent du journalisme... et d'eux-mêmes*, Casablanca, Afrique Orient, 2015.
- BERRADA Mohamed Abderrahmane, *La Presse écrite au Maroc: distribution et diffusion*, Éditions Stouky, 2003.
- BOURDIEU Pierre, DE SAINT MARTIN Monique, « Le patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n^{os} 20-21, 1978. DOI : <https://doi.org/10.3406/arss.1978.2592>
- BRAHIMI Brahim, *Le Pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- BRAS Jean-Philippe et CHOUIKHA Larbi (dir.), *Médias et technologies de communication au Maghreb et en Méditerranée: mondialisation, redéploiements et « arts de faire »*, Tunis, IRMC, 2002.
- CHÉRIF Dris, « La presse algérienne : une dérégulation sous contraintes: les nouvelles formes de contrôle ou la "main invisible" de l'État », *Questions de communication*, n^o 32, 2017. DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11534>
- CHEVALDONNÉ François, *La Communication inégale: l'accès aux médias dans les campagnes algériennes*, Paris, CNRS, 1981.
- CHEVALDONNÉ François (dir.), « Lunes industrielles: les médias dans le monde arabe », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n^o 47, 1988. https://www.persee.fr/issue/remmm_0035-1474_1988_num_47_1?sectionId=remmm_0035-1474_1988_num_47_1_2212
- CHOUIKHA Larbi, DRIS Chérif, MARCHETTI Dominique, MOSTEFAOUI Belkacem, « Introduction au dossier: Profession journaliste », *L'Année du Maghreb*, n^o 15, 2016. DOI : <http://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2768>
- CHOUIKHA Larbi, « Propriétés et particularités du champ politico-journalistique en Tunisie », *NAQD*, n^o 8-9, 1995. DOI : <https://doi.org/10.3917/naqd.008.0113>
- CHOUIKHA Larbi, « Étatisation et pratique journalistique », *Revue tunisienne de communication*, n^o 22, 1992.
- DAOUD Zakia, *Les Années Lamalif: 1958-1988: trente ans de journalisme au Maroc*, Casablanca et Naples, Tarik Ed. et Senso Unico, 2007.

- DUVAL Julien, GARCIA-PARPET Marie-France, « Les enjeux symboliques des échanges économiques », *Revue française de socio-économie*, n° 10, 2012. DOI : <https://doi.org/10.3917/rfse.010.0013>
- DE ANGELIS Enrico (dir.), « Évolution des systèmes médiatiques après les révoltes arabes : nouvelles directions de recherche », *Égypte Monde arabe*, n° 12, 2015. DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3369>
- EL-CHAZLI Youssef, « Du “mur” à la rue : la révolte des “jeunes de Facebook” en Égypte », *Médias*, n° 30, 2011. https://www.academia.edu/3742801/Du_Mur_%C3%A0_la_rue_la_r%C3%A9volte_des_jeunes_de_Facebook_en_Egypte_2008_2011_
- EL ISSAWI Fatima, « Alternative Public Spaces in Hybrid Media Environments: Dissent in High Uncertainty », *Journalism & Mass Communication Quarterly*, vol. 98, n° 3, 2021. DOI : <https://doi.org/10.1177%2F1077699021998381>
- EL KADOUSI Abdelmalek, « The Perception of Self-censorship among Moroccan Journalists », *The Journal of North African Studies*, 2020. DOI : <https://doi.org/10.1080/13629387.2020.1771310>
- EL KHAWAGA Dina, « La restructuration de l’audiovisuel en Égypte : l’imbrication de diverses logiques d’action », dans *Mondialisation et nouveaux médias dans l’espace arabe*, sous la dir. de F. Mermier, Lyon, Maisonneuve & Larose, 2003.
- EL OIFI Mohammed, Smati Nozha (dir.), « Médias au Maghreb et en milieu migratoire », *Horizons Maghrébins*, n° 62, 2010.
- FARMANFARMAIAN Roxane (dir.), « Special Section on Tunisia and the Media », *The Journal of North African Studies*, vol. 19, n° 5, 2014. DOI : <https://doi.org/10.1080/13629387.2014.975667>
- FARMANFARMAIAN Roxane (dir.), « Medias in Morocco », *The Journal of North African Studies*, vol. 22, n° 3, 2017. <https://www.tandfonline.com/toc/fnas20/22/3?nav=toCList>
- FREUND Wolfgang Slim *et al.*, *L’Information au Maghreb*, Tunis, Cerès production, 1992.
- GONZALEZ-QUIJANO Yves, Guaybess Tourya (dir.), *Les Arabes parlent aux Arabes. La révolution de l’information dans le monde arabe*, Arles, Actes Sud, 2009.
- GUAAYBESS Tourya, « Blogs, réseaux sociaux et “révolutions arabes” : du fantasme à la réalité » dans *La Communication politique*, sous la dir. d’A. Mercier, Paris, CNRS éditions, 2017.

- GUAAYBESS Tourya, *Télévisions arabes sur orbite : un système médiatique en mutation (1960-2004)*, Paris, CNRS éditions, 2005. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.2347>
- HIDASS Ahmed, *L'Évolution des aspects de la circulation internationale des informations : 1920-1978*, thèse de droit, Université Paris XII, 1983.
- HIDASS Ahmed, « Le statut de la presse écrite au Maroc », *Revue tunisienne de communication*, n° 14, 1988.
- HIRSCHMAN Albert O., *Exit, Voice and Loyalty: response to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
- JENDOUBI Mehdi, « Les journalistes tunisiens : caractéristiques socio-professionnelle », dans *L'Information au Maghreb*, sous la dir. de W. S. Freund, Tunis, Cerès production, 1992.
- KHAMIS Sahar, VAUGHN Katherin, « Online Citizen Journalism and Political Transformation in the Tunisian and Egyptian revolutions: Critical Analysis », dans *Online Journalism in Africa Trends : Practices and Emerging Cultures*, sous la dir. de H.M. Mabweazara, O.F. Mudhai, J. Whittaker, Routledge, London, 2014.
- KHOURI Nicole et MIGNOT-LEFEBVRE Yvonne, « Les télévisions arabes à l'heure des satellites », *Revue Tiers Monde*, vol. 37, n° 146, 1996. <http://www.jstor.org/stable/23592344>
- KLAUS Enrique et KOCH Olivier (dir.), *Médias et recompositions politiques dans la Tunisie post-Ben Ali*, Paris, IRMC-Karthala, 2020.
- KLAUS Enrique et KOCH Olivier, « Les presses privées post-2011 en Tunisie : mutations économiques et politiques », *Questions de communication*, n° 32, 2017. DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11547>
- KRAEMER Gilles, *La Presse francophone en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001.
- LECOMTE Romain, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *Tic & société*, vol. 3, nos 1-2, 2009. DOI : <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.702>
- LECOMTE Romain, « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux », *L'Année du Maghreb*, n° VII, 2011. DOI : <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1288>
- MATTELART Tristan (dir.), *Médias, migrations et cultures transnationales*, Louvain, De Boeck Supérieur, 2007. DOI : <https://doi.org/10.3917/dbu.matte.2007.01>

- MATTELART Tristan, PAPATHANASSOPOULOS Stylianos, TRAPPEL Josef, « Information and News Inequalities », dans *Digital Media Inequalities: Policies against divides, distrust and discrimination*, sous la dir de J. Trappel (éd.), Nordicom, 2019. <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1299036/FULLTEXT02#page=217>
- MERMIER Franck (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose/Maison de l'Orient et de la Méditerranée, 2003.
- MÎÈGE Jean-Louis, « Journaux et journalistes à Tanger », *Hesperis Tamuda*, 1^{er}/2^e trimestre, 1954. <https://www.hesperis-tamuda.com/Downloads/1950-1959/Hesp%C3%A9ris%20Tamuda%201954.pdf>
- MOLLARD Pierre-José, *Le Régime juridique de la presse au Maroc*, Rabat-Paris, Éd. La Porte et Librairie Médicis, 1963.
- MOSTEFAOUI Belkacem, « Naissance du mouvement des journalistes algériens », *Mediaspouvoirs*, n° 16, 1989.
- MOSTEFAOUI Belkacem, « Professionnalisation et autonomie des journalistes au Maghreb. Eléments de mise en situation des actions et conflits », *Réseaux*, vol. 10, n° 51, 1992.
- MOSTEFAOUI Belkacem, *La Télévision française au Maghreb: structures, stratégies, enjeux*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- MUDDATHIR Ahmad, *Die Arabische Presse in den Maghreb-Staaten*, Hambourg, Deutsches Institut für Afrika-Forschung, 1966.
- NAJAR Sihem (dir.) *Les Réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, IRMC-Karthala, 2013.
- NAQD, « Médias, communication et société », n°s 8-9, 1995. <https://www.cairn.info/revue-naqd-1995-1.htm>
- NAQD, « Médias, communication et société II: des temps nouveaux », n° 37, 2019. <https://www.cairn.info/revue-naqd-2019-1.htm>
- NAIMI Mohammed, « Liberté de presse écrite au Maroc: l'évolution au regard de l'évaluation », *L'Année du Maghreb*, n° 15, 2016. DOI: <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.2786>
- NOËL Sophie, *L'Édition indépendante critique: engagements politiques et intellectuels*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib, 2021 [2012], coll. Papiers. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.1104>
- PIGÉ François, *Radiodiffusion et télévision au Maghreb*, Paris, FNSP, 1966.

- POWERS Matthew, RUSSELL Adrienne, « Introduction », dans *Rethinking Media Research for Changing Societies*, sous la dir. de M. Powers, A. Russell, Cambridge, Cambridge University Press, 2020. DOI: <https://doi.org/10.1017/9781108886260.001>
- RICHTER Carola, KOZMAN Claudia (éd.), *Arab Media Systems*, Cambridge, UK, Open Book Publishers, 2021. DOI: <https://doi.org/10.11647/OBP.0238>
- SALEH Souleyman, *La Crise de la liberté de la presse en Égypte 1945-1985*, Le Caire, La Maison d'édition des universités égyptiennes, 1995 (en arabe).
- SOURIAU-HOEBRECHTS Christine, *La Presse maghrébine : Libye-Tunisie-Maroc-Algérie*, Paris, CRESM-CNRS, 1975.
- TIERS Joëlle, Ruf Werner K, « La presse au Maghreb », dans *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine*, Aix-en-Provence, Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans, 1975. DOI: <https://doi.org/10.4000/books.iremam.134>.
- TOUATI Zeineb, « La révolution tunisienne : interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux », *L'Année du Maghreb*, 2012. DOI: <https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.1426>
- ZAID Bouziane, « The Authoritarian Trap in State/Media Structures in Morocco's Political Transition », *The Journal of North African Studies*, vol. 22, n° 3, 2017. DOI: <https://doi.org/10.1080/13629387.2017.1307910>